LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE QUALIFIE LE SCANDALE SONATRACH DE «GRAVISSIME»

L'aveu !

Secouée par des scandales à répétition, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach se dotera, 2011 courant, de garde-fous et de mécanismes internes de contrôle. C'est ce qu'a affirmé, jeudi 30 décembre devant les députés, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi qui, par ailleurs, a qualifié de gravissime ce que la compagnie a vécu.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)- Moins arrogant que son prédécesseur à la tête du névralgique secteur de l'énergie, M. Yousfi jugeait donc «gravissimes» les scandales qui ont éclaboussé la Sonatrach. L'aveu est là de ce que la situation vécue par l'entreprise ne relève que de minimes manquements à l'éthique de gestion. Le député du FNA, Mohamed Mikhaldi, a bien fait d'inviter le ministre à s'y exprimer.

L'on aura su, depuis jeudi, quel qualificatif est apposé officiellement et en haut lieu aux scandales qu'a connus la Sonatrach. « Nous déplorons les actes reprochés aux responsables de la société et que nous estimons gravissimes. Nous n'avons qu'à laisser la justice faire son travail», a commenté Yousfi, soulignant, comme pour atténuer du tranchant d'une telle affirmation, que «les poursuites judiciaires engagées contre des responsables de la société ne sont pas le propre de notre pays et de notre secteur». Cependant, outre les contrôles par les organismes habilités, le ministre de l'Energie a évoqué la mise en place, au courant de l'année 2011, de parades internes. M. Yousfi a indiqué, en effet, que «le contrôle interne du groupe sera de plus en plus renforcé en 2011», ajoutant que «l'Etat est déterminé à livrer une lutte sans merci contre les pratiques illégales».

Le ministre de l'Energie a chuté sur une note d'optimisme, en rassurant qu'en dépit de tout ce que la Sonatrach a connu comme scandales, le secteur de l'énergie «se porte bien» et que Sonatrach demeure encore «le poumon économique du pays». Pour rappel, la Sonatrach s'est dotée récemment d'un code d'éthique. Un code qui est intervenu comme une première médication au fléau de la corruption qui a gangrené l'entreprise. Le dernier scandale révélé a concerné l'activité aval de la Sonatrach. Le dossier, ficelé par les enquêteurs du DRS d'Oran, est instruit par la justice depuis la mi-décembre. Le directeur de l'activité aval, Abdelhafidh Feghouli, cité dans cette nouvelle scabreuse affaire de passation de marché, est mis en détention. L'ancien P-dg de la Sonatrach, Mohamed Méziane, cité déjà dans d'autres affaires, se trouve à nouveau appelé à comparaître. Ce dernier est maintenu sous contrôle judiciaire.

Photo :DR.

La cession des actions de GMA suivie de près

Le ministre de l'Energie et des Mines a, répondant à une autre question de la députée Zoubida Kherbache, du PT, indiqué suivre de près la cession par le groupe australien GMA de 9% de ses actions à une société égyptienne. Il a expliqué que l'Etat n'a pas fait jouer son droit de préemption car l'opération menée par GMA, groupe coté en Bourse dans les marchés de Londres, consistait en «l'ouverture de son capital». M. Yousfi n'exclut, cependant, pas l'exercice de droit de préemption au cas où GMA venait à vouloir vendre la totalité ou une partie de ses actions. «Sonatrach pourrait, conformément au droit de préemption, racheter les actions de GMA dans le cas où celle-ci décide de vendre totalement ou partiellement sa part qui est de 52%».

Pour rappel, le groupe australien GMA avait remporté en 2002 l'appel d'offres lancé par l'Entreprise nationale d'exploitation des mines d'or (Enor), pour l'augmentation de la valeur nominale de ses actions.

GMA avait obtenu alors 52% du capital de l'Enor, alors que les autres parts ont été réparties sur d'autres compagnies, dont Sonatrach (16%) qui a racheté en 2006 les actions des autres partenaires pour détenir ainsi 48% des actions.

S. A. I.

Le dossier énergie au menu du gouvernement

Le ministre de l'Energie et des Mines a indiqué jeudi que la mise en œuvre du plan national des énergies renouvelables sera soumise au gouvernement au courant de cette semaine. M. Yousfi a affirmé aussi que son département s'attelle à finaliser les appels d'offres internationaux pour l'exploitation, la mise en service dans les prochains mois du gazoduc Medgaz, devant relier l'Algérie et l'Espagne, ainsi que du gazoduc Galsi devant relier l'Algérie et l'Italie.

S. A. I.

SAÏD SADI AUX MILITANTS DU RCD :

«L'Algérie de 2010 était invisible et inaudible»

Le président du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) a adressé, ce week-end, une lettre «aux militants et aux sympathisants» du parti, à l'occasion du nouvel an. Une lettre dans laquelle Saïd Sadi fait un bilan sans concession s'agissant du pouvoir, en même temps qu'il délivre un message d'espoir. Pour sa base, en particulier, et à l'ensemble des Algériens, en général.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «L'année 2010 a vu les problèmes du peuple algérien s'aggraver tant sur le plan social que politique. La misère s'élargit et les espaces d'expression se sont encore rétrécis. Le pouvoir se protège par le clientélisme, la censure, la corruption et l'arbitraire», constate d'emblée le leader du RCD. Ceci au plan interne.

«Sur le plan international, l'Algérie de 2010, invisible et inaudible, figure toujours parmi les pays les plus corrompus et les plus instables de la planète». «Aucune cohérence, aucune crédibilité n'apparaît dans les positions officielles», relève encore le président du RCD. Pour mieux illustrer son propos, Saïd Sadi fait appel à un fait très récent : «Après avoir été diabolisé par l'ancien ministre Chakib Khelil, le projet Desertec est accepté sans réserve à Berlin par le chef de l'Etat. Deux semaines après cette offre, le Premier ministre et le nouveau ministre de l'Energie, déjugeant leur responsable direct, déclarent qu'il est trop tôt pour s'engager définitivement sur un dossier aussi sensible.»

Cette dualité du discours au sommet de l'Etat, Saïd Sadi la relève y compris dans la bouche d'un seul homme : Ahmed Ouyahia. Il fera ainsi remarquer qu'«à l'Assemblée nationale, le Premier ministre s'est livré à une attaque hystérique contre les députés du RCD qui ont dénoncé les risques que faisaient peser sur le pays l'incohérence et l'opacité de sa politique. Un mois plus tard, il décrit, devant le Conseil de la nation, une situation désastreuse qui, dit-il, n'est rien en comparaison de ce qui attend la nation à l'avenir». Citant ensuite l'exemple du projet du Pnud, refusé pour Tizi-Ouzou mais accepté quand même pour la nouvelle ville de Boughezoul, le patron du RCD conclut que «les exemples d'une gestion marquée par le sectarisme, l'opacité et l'improvisation ont toujours existé. Ils sont devenus plus visibles en 2010.

Pourquoi ? La pression exercée quotidiennement dans la rue par les catégories sociales les plus démunies, notamment la jeunesse, a élargi des failles qui séparaient les clans, engendrant un traitement partiel des affaires les plus encombrantes, même si les mis en cause ne sont pas toujours les plus coupables». Pour le leader de l'opposition, ce n'est là que la suite d'un combat mené de longue date par les démocrates. «Cette détermination à exprimer son opinion, défendre ses droits et dénoncer l'arbitraire n'est pas spontanée. Elle est le produit des luttes menées par des militants qui sont restés fidèles à leurs engagements malgré toutes sortes d'entraves et un climat dominé par la démission et les compromissions de ceux dont la mission est d'alerter et d'accompagner les luttes populaires.» Aussi bien les interventions des parlementaires du RCD que les réactions suscitées par le livre consacré au colonel Amirouche sont la preuve que «pour l'essentiel, le débat national se structure autour de ce que dit ou fait le RCD». Comme par le passé avec les idées portant sur les réformes de l'école, la justice, le code de la famille, la laïcité, la résistance face au terrorisme, c'est le cas donc en 2010. «Les réactions d'enthousiasme qu'il rencontre chez le jeune comme celles de dénigrement qu'il génère chez les affidés du système témoignent que notre rassemblement avance dans la société et dérange dans le sérail», note alors Saïd Sadi. Faisant remarquer que «la permanence de l'engagement est la première des vertus dans un combat», le chef du RCD se félicite du fait qu'«en dépit de la chape de plomb qui étouffe la nation, nos positions sont reprises par tous». Reconnaissant que «ce combat n'est pas facile» face aux multiples entraves dressées par le pouvoir, Sadi fera montre d'une inébranlable détermination : «Aucun parti n'a subi autant d'attaques (que le RCD, Ndlr). Malgré cet acharnement, nous demeurons, sur le front démocratique, la force la plus pérenne, la plus écoutée et la plus performante.» Et pour le proche avenir, le président du RCD écrira que «2011 sera une année de transition qui annonce 2012 où des échéances importantes attendent le pays» Des échéances électorales sur lesquelles planera, bien sûr, l'incontournable fraude ! Saïd Sadi ne l'ignore pas et réitère sa revendication d'une « surveillance internationale massive et qualifiée». Qu'il sait, par ailleurs, sujette à un rejet systématique du pouvoir et sa clientèle. Or, il rappellera à ses militants : «Ce ne sera pas la première fois que nous aurons inscrit dans l'agenda national une thématique novatrice. Quand nos aînés avaient pris la décision de se lever contre la nuit coloniale, beaucoup les avaient affectés aux caves de l'histoire.» La suite des événements tout le monde la connaît, pourtant.

Photo :Samir Sid

K. A.